

Aminata D. Traoré

A propos du Forum social mondial

Même s'il n'y a pas de Forum Social Mondial (FSM) cette année, diverses manifestations relatives au FSM sont entrain d'être programmé pour coïncider avec le Forum économique mondial à Davos. Des activités sont-elles prévues pour le Mali ?

Le Forum Ouest Africain constitue le lieu de manifestations qui concerne l'ensemble des pays de la sous région dont le Mali. Il devra avoir lieu à Lomé. Par ailleurs, différents acteurs du mouvement social africains participeront de par le monde à d'autres manifestations qui leur permettront de restituer les conclusions des initiatives mises en œuvre le long de l'année 2007. C'est ainsi que je serai le 26 janvier à Genève où en étroite collaboration avec d'autres associations dont le "jardin de Cocagne". Je présenterai les conclusions du Forum que nous venons d'organiser sur l'émigration africaine vers l'Europe ainsi que les enjeux des Accords de Partenariat Economique (APE) qui constituent, en ce moment, la pomme de discorde entre l'Europe et l'Afrique et les dynamiques citoyennes en cours.

Quand le forum reprendra l'année prochaine, le processus du FSM aura été en cours depuis presque une décennie. Dans quelle mesure le forum a-t-il connu de succès pendant cette période et où a-t-il échouer ?

Le Forum Social Mondial (FSM) a été et demeure une occasion privilégiée et sans précédent de mobilisation de la société civile, à l'échelle de la Planète. S'il n'existait, il aurait fallu le créer pour tenir tête à un ordre économique mondial violent et souvent indifférent aux droits économiques, politiques, sociaux et culturels des peuples.

Le FSM est d'autant plus nécessaire, que la démocratie a considérablement perdu de son sens, en tant que pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple. Le diktat des multinationales est sans ambages. Leurs intérêts déterminent les politiques des pays riches qui, à leur tour, influencent à coup de conditionnalités celles des pays endettés et dépendants du Sud. Les démocraties locales comme l'attestent les nombreuses guerres liées aux élections locales sont purement formelles, sans lien véritable avec les enjeux macroéconomiques et les intérêts géostratégiques. Tout se passe comme si nous sommes tous condamnés à endosser la camisole de force du TINA (There Is No Alternative) de Margaret Thatcher et de Bush père et que les peuples d'Afrique, par exemple, ont seulement le choix de porter au pouvoir tel ou tel candidat sans jamais avoir la latitude de choisir des réformes conformes à leurs aspirations et intérêts. Il se trouve que dans ce contexte, les opposants aux partis majoritaires évitent souvent le débat sur l'économie de marché et ses ravages et privilégient la fuite en avant dans la lutte pour la légitimité des élections. Ils garantissent rarement à la population des changements d'orientations économiques qui permettront à celle-ci de devenir le maître de son destin.

Dans cette situation dramatique, les questions soulevées par le FSM a largement contribué à éveiller les consciences des populations mais aussi de certains dirigeants politiques qui commencent à admettre que nos débats ont trait à l'essentiel. C'est ainsi que, à la faveur du débat sur les APE, une alliance s'est tissée entre certains dirigeants, plus particulièrement le président Abdoulaye WADE et des membres de la société civile critique qui ont trouvé un écho à leur revendication, dans les prises de positions officielles contre les APE.

La classe politique africaine admet également que, par rapport au fardeau de la dette extérieure ou les subventions agricoles des pays riches, les marges de manœuvres qu'elle a obtenu, même si elles sont

maigres sont en partie des fruits de la levée de bouclier de la société civile critique de la mondialisation.

En d'autres termes, le FSM n'a nullement échoué. Nous marquons seulement une pause pour évaluer le chemin parcouru et consolider nos assises.

Il y a eu des critiques que la rencontre a été dominée par les organisations non gouvernementales (ONG) plus grande, parce que ces organisations ont le financement et la capacité organisationnelle à donner... Pensez-vous qu'on ait assez fait pour assurer la diversité au FSM ?

Il est clair que le financement du mouvement qui mobilise un nombre considérable d'acteurs est crucial. Les régions du Sud qui sont heurtées de plein fouet par les conséquences néfastes de la mondialisation n'ont ni les moyens ni la volonté politique de soutenir des citoyens éclairés, qu'ils assimilent à des opposants politiques. Par ailleurs, la mobilisation revient plus chère dans une région comme l'Afrique qui est très vaste, avec des difficultés considérables de transport alors que les moyens dont nous disposons sont infimes et, parfois, introuvables. Le Forum européen, par exemple, peut se réunir plus facilement du fait de la densité, de la diversité et de la rapidité des moyens de transport. Ses membres ont également plus de facilité à obtenir des fonds auprès d'organisations qui accordent de l'importance à la pensée critique et à nos rassemblements. Les militants du Sud qui dépendent de ces des organisations du Nord, peuvent effectivement souffrir de leur interférence.

Croyez-vous que le forum demeure un cadre approprié pour discuter des questions qui sont d'habitude soulevées au FSM, telles que les problèmes liés à la mondialisation ?

Non seulement, je crois que le forum est le cadre le plus approprié pour discuter des questions relatives à la mondialisation, mais je ne vois pas un autre lieu ni un autre processus où le débat critique contre ce système ait eu lieu en dehors du FSM avec le même impact.

Comment le forum peut-il se développer pour aborder les nouveaux défis auxquels est confrontée la société civile ? Quels sont les plus pressants de ses défis, en ce qui concerne l'Afrique ?

Le fait de n'avoir pas organisé cette année le FSM, ne veut nullement dire, qu'il y a du recul dans la mobilisation et l'engagement de ce mouvement, dans nos pays et dans nos régions respectifs contre le modèle économique dominant. Nous restons attentifs aux évolutions qui sont en cours, d'autant plus qu'aucun des défis qui interpellent, de plus en plus l'humanité, n'ont échappé à la vigilance et à la perspicacité des acteurs du mouvement social. Il en est ainsi du réchauffement climatique, par exemple. Dès le départ, l'environnement était inscrit dans le programme du FSM. Quand nous débattons d'alternatives dans le domaine de l'agriculture, de l'eau potable, des sources d'énergies et des OGM, nous sommes plutôt des précurseurs dans la critique de l'impact de la mondialisation marchande sur les écosystèmes. Il en est de même de la plupart des conflits qui endeuillent le monde aujourd'hui. Nous les avons appréhendés et estimé qu'aussi longtemps que nous ne trouverons pas des réponses justes et crédibles aux maux de l'humanité, en l'occurrence les opprimés, nous nous acheminons vers des guerres internes et inter-Etats sans fin. Le contrôle des sources de matières premières et d'énergie par les multinationales qui a un lien avec la plupart des conflits est l'un des thèmes majeurs du mouvement social africain.

Nous réfléchissons, en ce moment, sur les modalités de l'ancrage du mouvement et de sa prise en charge à la base par le maximum de citoyens d'Afrique, d'Asie, d'Europe et du monde ainsi que sur des formes originales de mobilisation des ressources financières.

Demandez-vous que le FSM retourne à l'Afrique l'année prochaine ?

La vulnérabilité de notre continent face aux méfaits de la globalisation fait qu'un autre forum n'y serait pas de trop.

En supposant que le forum se tienne sur un autre continent, Quelles méthodes novatrices les ONG africaines peuvent-elles utiliser pour assurer leur représentation au prochain FSM ?

Le Forum Social Africain est en train d'examiner les modalités de la génération de revenus, qui puissent donner davantage d'autonomie aux mouvements sociaux.

Quelles stratégies de collecte de fonds peuvent-elles mettre en œuvre et qui n'ont peut-être pas été utilisées avant ?

Nous pensons plus particulièrement aux réseaux et aux processus, qui découlent en partie du mouvement lui-même, c'est-à-dire le commerce équitable, la mobilisation des artistes, des intellectuels et autres réponses novatrices que nous sommes en train de maîtriser.

Pensez-vous que le FSM ai un rôle à jouer dans les situations telles que celles qui se déroulent actuellement au Kenya, sur les résultats contestés de l'élection présidentielle du mois dernier ?

La situation au Kenya, de mon point de vue, met à nu le caractère mensonger du discours dominant sur ce que devrait être le développement de l'Afrique. Comment ne pas s'étonner qu'un pays présenté et loué par la communauté internationale comme un modèle au plan économique et politique, explose à ce point à la faveur d'un processus électoral contesté ? Les médias dominants qui privilégient la dimension ethnique de ce conflit se trompent délibérément d'enjeu. Car, la paupérisation des kenyans, pendant que leurs dirigeants engrangeaient les satisfécits de la communauté internationale, révèle que là où le modèle dominant triomphe, les peuples triment. De mon point de vu, aucun pays africain n'est à l'abri de ce type d'explosion, aussi longtemps que les « donateurs » et les Etats élèves s'auto-glorifieront face à des avancées qui enrichissent les pays riches et leurs relais locaux. Les véritables oppositions à cette situation devraient nommer les ravages de l'économie de marché et défier leurs concurrents sur cette base.

Croyez-vous que le forum a un rôle à jouer : Quelle mesure pratique peut prendre le FSM- Ses organisateurs, ou des groupes qui font partie du processus FSM- Dans une telle situation ?

Il reste beaucoup à faire au niveau du Forum Social, en termes de mise en lumière de la relation entre la nature destructrice du néolibéralisme et les conflits armés. Si nous avons atteint nos objectifs sur ce plan, le Kenya, où le FSM s'est réuni en janvier 2007, aurait fait l'économie du bain de sang auquel nous venons d'assister.